

La Loi de modernisation de l'économie (LME) au secours de la concurrence ?

Laurence Attuel-Mendès^a, Jean-François Notebaert^b,

^a *Groupe ESC Dijon Bourgogne – Département Gestion Droit Finance*

laurence.attuel-mendes@escdijon.eu

^b *IUT de Dijon – Université de Bourgogne – LEG-CERMAB - CNRS UMR 5818*

notebaertjf@iut-dijon.u-bourgogne.fr

Résumé

La loi de modernisation de l'économie, appelée couramment LME, s'est fixé différents objectifs qui doivent permettre l'augmentation de la croissance française et en même temps défendre le pouvoir d'achat. La réforme des relations commerciales qu'elle contient repose sur trois piliers qui sont la libre négociabilité des conditions générales de vente, l'éradication des marges arrière et la réduction des délais de paiement. Cet article a pour objectif de présenter les évolutions impliquées par cette réforme sur les différents acteurs de la grande distribution en France. Il se propose, d'abord, de démontrer l'accroissement du risque juridique pour les grandes enseignes via leurs centrales d'achat, que ce soit en ce qui concerne la négociation des conditions commerciales ou le seuil de revente à perte. Il expose, ensuite, l'évolution de la réglementation en matière d'urbanisme commercial pour en déduire son faible impact pratique. Il en tire, enfin, les conséquences en demi-teinte sur le pouvoir d'achat du consommateur.

En définitive, le constat est plutôt négatif. Malgré des efforts indéniables de réforme, on peut craindre que celle-ci soit vouée à l'échec en raison de la mainmise d'un faible nombre de centrales d'achats qui se partagent le marché de la grande distribution alimentaire en France.

Concurrences. Revue des droits de la concurrence. Competition Law Journal. Market definition: Is there a need for new guidance? 4
White paper on Modernisation of the rules implementing articles 81 and 82 EC, 1999 OJ (C 132) 1. 5 See speech by Mario Monti,
European Commissioner for Competition Policy, Market definition as a cornerstone of EU. Competition Policy, Workshop on Market
Definition " Helsinki Fair Centre, Helsinki, 5 October 2001, available on the Commission's web site. See also the Notice,
paragraphs 4 and 5. Concurrences N° 2-2012 | Tendances 9 Market definition: Is there a need for new guidance? Ce document est
protégé au titre du droit d'auteur par les conventions internationales en vigueur et le Code de l... LME stands for Loi de
Modernisation de l'Economie (French: Economy Modernization Act). Suggest new definition. This definition appears very frequently and
is found in the following Acronym Finder categories: Military and Government. Business, finance, etc. See other definitions of LME.
Other Resources: We have 92 other meanings of LME in our Acronym Attic. Link/Page Citation. Page/Link. Page URL: HTML link Start
by marking "La concurrence au secours de l'économie numérique: Conséquences attendues pour le consommateur, regards
croisés - Prudence de Fleur Pellerin (Collection Le droit fil)" as Want to Read: Want to Read saving... | Want to Read. La mise en
oeuvre des règles de concurrence représente ainsi une chance à saisir pour les entreprises européennes. Une réflexion à deux
voix, qui met en perspective l'outil juridique dans le cadre de l'émergence d'une nouvelle Dominante par les géants américains,
l'économie numérique doit s'appuyer sur la Commission européenne afin d'ouvrir son marché à de nouveaux compétiteurs. La
mise en oeuvre des règles de concurrence représente ainsi une chance à saisir pour les entreprises européennes. La
responsabilité du fait des lois méconnaissant des normes de valeur supérieure : Le droit espagnol... June 2016 · Revue
Juridique de l'Ouest. Gaëtan Lhersonneau. Read more. Article. Les limites de la compétence de l'autorité à élaborant le plan
d'élimination des déchets ménagers. Presentation on theme: "1 LME "Loi de Modernisation de l'économie" (Economic
Modernisation Act) Reform of terms of payment Exemption agreement, electrical equipment industry." Presentation transcript 6 6
SITUATION FOR THE ELECTRICAL EQUIPMENT INDUSTRY BEFORE THE LME ACT FGME survey " conducted in 2008
Representativeness: 95% of total revenues at 31 December 2007 (source: "Stat Flash 2007") Supplier payment time: 96 days Client
payment time: 79 days Rate of stock rotation: 72 days BTP Banque " Fédération Française du Bâtiment survey Supplier
payment time: 90 days Client payment time